
Ethnicisation des places publiques en Roumanie.

Le cas de la ville de Cluj-Napoca

Gabriela Coman *Université de Montréal*

Résumé : Après la chute du régime communiste en 1989, les espaces publics de Cluj-Napoca, ville multiethnique et multireligieuse du centre-ouest de la Roumanie, ont subi une série d'interventions de roumanisation. En prenant comme objet d'étude les places publiques centrales de la ville, l'article montre comment la roumanisation de celles-ci relève d'un processus de reformulation de la hiérarchie sociale, d'émergence de nouvelles catégories sociales et d'instances de débat public. Les disputes et les conflits que les places publiques ont provoqués ont mis en évidence de nouveaux enjeux sociaux de même que les groupes, qui en ont fait la promotion, leurs discours et leurs actions.

Mots clés : place publique, post-communisme, Roumanie, ethnicité, nationalisme, classification sociale

Abstract: Since the collapse of the communist regime (1989), the public spaces of Cluj-Napoca, a multiethnic and multireligious city of mid-western Romania, have become the stage of multiple interventions whose purpose was to produce an ethnic transformation with a Romanian character. These public spaces—central squares—represent the object of my research. The intention of the article is to demonstrate how the central squares' Romanianization conceals the reformulation process of a social hierarchy and the emergence of new social categories and different instances of public debate. The disputes and the conflicts determined by the authorities' ethnic interventions revealed the new social stakes and the discourses and actions of different groups.

Keywords: public square, post-communism, Romania, ethnicity, nationalism, social classification

Introduction

Pendant plus de douze ans, Cluj-Napoca, ville du centre-ouest de la Roumanie, a donné l'impression d'être en perpétuelle fête nationale. Dès que l'on entrait dans cette ville, capitale symbolique de la Transylvanie, on remarquait que les principaux boulevards et les places publiques étaient bordés de nombreux drapeaux nationaux et que des plaines de jeux, des grilles et des poubelles arboraient les couleurs du drapeau roumain. L'abondance de ces signes à caractère identitaire roumain s'était en effet imposée depuis 1992 dans l'aménagement de cette ville traditionnellement multiethnique et multireligieuse. Mais comment expliquer leur apparition dans une ville qui, depuis plus de cinq décennies, est habitée par une population roumaine qui domine du point de vue démographique? En effet, presque 80 % de la population de la ville se déclarant roumaine en 2002 lors du recensement (Prefectura Cluj 2004). De plus, pourquoi ces signes se manifestent-ils à ce moment?

Selon une vision stéréotypée, la réalité esquissée ici pourrait être l'illustration d'un espace typique de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire d'une région où les passions nationalistes d'antan nourrissent facilement des conflits ethniques d'aujourd'hui. Il s'agira dans cet article de porter un regard critique sur ce lieu commun, et de montrer que dans le cas de Cluj-Napoca, l'ethnicisation des places publiques, en l'occurrence, de la Place de l'Union et de la Place Avram Iancu, ne relève pas d'une exacerbation des conflits ethniques, mais d'un processus de reformulation de la hiérarchie sociale, d'émergence de nouvelles catégories sociales et d'instances de débat public. J'entends par « ethnicisation », l'étalage du drapeau roumain, les célébrations publiques des événements importants dans l'histoire des Roumains, l'édification de statues et de monuments dédiés à des personnages historiques roumains. Il s'agit-là de marques ou d'actions qui expriment une volonté de prouver que les Roumains vivent à Cluj-Napoca depuis longtemps et que la ville est aujourd'hui

roumaine. Telle que définie par Barth (1995), l'ethnicité est une forme d'organisation sociale construite à partir d'un processus d'attribution catégoriale dans le cadre duquel on classe les personnes en fonction de leur origine supposée. L'ethnicité est validée et exprimée dans les interactions sociales, toutes les ressources utiles étant mobilisées (Poutignat et Streiff-Fenart 1995). Je vais démontrer qu'à travers ces marques à caractère ethnique (c'est à dire roumain), un processus continu de dichotomisation entre Nous et les Autres, entre les *insiders* et les *outsiders*, est « mis en scène » – processus ayant les valences d'une restructuration sociale qualifiée ici d'« ethnicité ».

Après avoir présenté des aspects théoriques de l'étude concernant la place publique comme un lieu privilégié d'observation de l'instauration des nouveaux rapports sociaux, j'exposerai les étapes importantes de l'urbanisation de Cluj-Napoca et de la construction de ses places publiques centrales afin de mieux saisir leur importance actuelle. Sur la base de données recueillies sur le terrain¹, je m'attarderai sur les « inscriptions » ethniques des Places Avram Iancu et de l'Union, en mettant en évidence les interventions urbaines réalisées après 1989, qui ont suscité des contestations, voire même alimenté des conflits publics. Je continuerai en analysant les significations de cette ethnicisation spatiale, en l'occurrence, l'émergence de nouveaux critères de catégorisation sociale. En conclusion, je reviendrai sur la thèse que je propose, à savoir qu'à Cluj-Napoca après 1989 la mise en place de la « roumanité » coïncide avec la restructuration sociale plutôt qu'elle ne résulte de l'exacerbation de conflits ethniques.

La place publique, reflet et médiateur des processus sociaux

Les processus d'aménagement et ré-aménagement, de spatialisation et de dé-spatialisation, articulés aux rapports sociaux, ont contribué, ces dernières années, au renouvellement des problématiques en sciences sociales. La perspective théorique dans laquelle se situe ma démarche participe de ce questionnement. Il s'agit d'analyser les phénomènes socio-spatiaux à partir des constructions discursives élaborées par les différents groupes engagés dans la production de l'espace. Selon Gille et Ó Rian, certains, comme Giddens, considèrent les relations sociales contemporaines comme étant « dés-enchâssées du local », d'autres, tel Albrow, comme étant « dés-enchâssées de l'espace » et d'autres encore, comme Hannerz, les considèrent comme des « réseaux de réseaux » (Gille et Ó Rian 2002). D'autres auteurs (Barthez 2001; Corcoran 2002; Hammouche 2001) mettent en évidence un certain ancrage spatial, sinon un fort attachement matériel de ces relations. À l'instar de Lefebvre

(1974), Castels (1983), Gregory et Urry (1985) ainsi que Low (2000), les formes spatiales sont considérées ici comme constituant un reflet des organisations sociales, mais aussi comme un médiateur participant à leur production et reproduction.

L'étude des configurations spatiales et des mécanismes qui les produisent, nous donne donc un accès privilégié à la dynamique sociale, ainsi qu'aux significations qui lui sont attribuées. Dans ce cadre, les places publiques sont des productions qui relèvent à la fois d'un agencement systémique – une configuration sociale, politique et économique spécifique – et d'investissements subjectifs mobilisés soit par des individus, soit par des groupes ou des communautés. Selon Sénécal, Entekin et Berdoulay définissent la place publique comme un lieu spécifique : « Le sens des places (...) contient à la fois des traces identitaires, culturelles et vécues. La place publique permet au sujet de connaître une expérience collective, si tant est que le concept d'espace public soit porteur d'une approche sociale et de la ville » (Sénécal 2002:53). En tant que lieu spécifique, la place publique n'est pas seulement un espace qui possède une forme physique particulière, elle est aussi l'endroit où se déroulent des processus sociaux par lesquels les formes matérielles sont désignées, construites, utilisées ou discutées par différents groupes (Gieryn 2000). Dès lors, elle apparaît comme le produit des processus de dénomination, d'identification et de représentation qui sont menés par les « gens ordinaires » (Gieryn 2000). En tant qu'espace public, la place urbaine est le produit des acteurs et le résultat de processus sociaux auxquels ils participent. Il s'agit d'individus, de groupes, d'organisations qui, à travers leurs actions, influencent d'une manière ou d'une autre leur milieu de vie. Chez Castells (1983), Mitchell (1995) ou Nieto et Franze (1997), l'espace public – qu'il s'agisse des places publiques ou des parcs – est vu comme le résultat des luttes symboliques ou réelles entre les adeptes d'un espace public idéal – caractérisé par un maximum d'ouverture, physique et sociale – et les adeptes d'un espace public contrôlé qui soit le reflet d'une certaine organisation politique et sociale : « Public space is the product of competing ideas about what constitutes that space-order and control free, and perhaps dangerous, interaction – and who constitutes 'the public' » (Mitchell 1995:115).

Augustin (2000) définit l'espace public comme le lieu privilégié d'interactions sociales, qui favorise un vécu commun et une mémoire collective, comme l'espace de la rencontre, de la coprésence, des différences visibles, de la citoyenneté (Augustin 2000). Pour Germain (2002) et Sénécal (2002), les places publiques sont des lieux où se jouent les questions sociales importantes, où sont révélées les

tensions (in)visibles qui marquent les micro-territoires de la ville. Enfin, les études sur la matérialité de l'espace public permettent d'explorer les voies multiples irriguant le langage en filigrane, comme le souligne Hodder (2000).

Symboles de la vie politique démocratique, lieux d'expression du (des) pouvoir(s) politiques, économiques, religieux ou encore, éléments centraux de l'aménagement urbain, les places publiques sont des portes d'entrée privilégiées de l'étude des sociétés post-communistes. Les changements politiques, économiques et sociaux survenus ont engendré des transformations des rapports sociaux à l'espace public, y compris la place publique. On peut parler de tentatives de ré-aménagement allant de pair avec des significations inédites attribuées aux espaces publics, qui accompagnent les changements politiques en cours.

En Europe de l'Est après 1989, la ville s'est bâtie à l'image des processus sociaux et politiques qui ont suivi l'effondrement des régimes communistes. Les nouvelles conceptions du pouvoir ont trouvé à se légitimer dans une dynamique sociale que certains ont associé à la re-territorialisation ou à la création des nouvelles représentations du lieu (Young et Light 2001). Les grands projets d'urbanisation ont été abandonnés, et la ville a été transformée par une requalification de l'espace urbain, grâce au renforcement des symboles nationalistes (Andrusz 1996) ou à l'apparition de nouveaux signes, en particulier marchands (Bodnar 2001). La chute des régimes communistes a permis l'ouverture de la place publique, de sorte qu'on assiste depuis à des « prises de possession » de celle-ci plus ou moins chaotiques, individualisées ou collectives, consensuelles ou conflictuelles.

Cluj-Napoca et ses places publiques centrales : Esquisse historique

Une courte esquisse historique mettra en lumière les enjeux politiques et sociaux de l'aménagement de la ville de Cluj-Napoca. Le premier noyau de la ville a été fondé sur les ruines du castrum romain *Napocense*² (Niedermaier 1979; Gutkind 1972), par les colons saxons de Rhin et Moselle, amenés en Transylvanie autour du XI^e siècle par le roi de Hongrie Géza II, afin de défendre les nouvelles frontières de l'empire. La cité construite, *Klausenburg*³, gardera pendant quelques siècles les caractéristiques de l'organisation territoriale saxonne : de grands lotissements systématiques et une place devenue centrale, non par un projet urbanistique, mais grâce aux activités qui s'y déroulaient – religieuses au début, économiques, politiques, juridiques et sociales plus tard (Niedermaier 1979). Au fur et à mesure que la ville devenait un important centre économique, politique et religieux pour la

région, les Hongrois ont été acceptés en tant que citoyens et, au milieu du XVI^e siècle, ils accèdent aux postes décisionnels de la ville aux côtés des Saxons. Comme toute la Transylvanie, la ville sera marquée par les vagues d'immigration et les luttes religieuses européennes (le catholicisme, la Réforme, la Contre-réforme) qui divisent principalement les Saxons, de moins en moins nombreux, et les Hongrois, dont la puissance numérique, mais aussi politique et économique, va croissant. Orthodoxes, les Roumains ne seront pas au centre de ces guerres religieuses et politiques. La ville sera assiégée plusieurs fois par les paysans et la noblesse des villages voisins, surtout des Roumains, mais aussi des Hongrois, qui demandent l'égalité sur le plan des droits économiques et politiques. En 1700, avec le soutien des Autrichiens catholiques qui essayaient de consolider leurs positions en Transylvanie contre les Hongrois – la plupart d'entre eux étant des uniates ou des réformés –, une partie des Roumains transylvains deviennent gréco-catholiques⁴. La création du gréco-catholicisme (qui permet le rituel orthodoxe, mais exige un rapprochement institutionnel du Vatican), avait permis aux « peuples minoritaires » de l'empire austro-hongrois, tels que les Roumains, d'acquérir plus de droits civiques, l'égalité avec les Hongrois et les Saxons, et de progresser dans la hiérarchie sociale de l'Empire austro-hongrois⁵. Ce sont les Roumains gréco-catholiques qui entreront parmi les premiers dans la ville. Grâce à Joseph II, l'accès à la ville deviendra libre pour tous, Roumains ou non – notamment les Juifs – vers la fin du XVIII^e siècle.

En 1910, la population de la ville était composée de 83,38 % de Hongrois, 2,75 % de Saxons et 12,44 % de Roumains (Rotariu 1999). La ville aura une administration principalement hongroise jusqu'en 1918, moment où l'Empire austro-hongrois est démantelé et où la Transylvanie est réintégrée à la Roumanie par plébiscite populaire. De 1918 à 1940, quand le nord de la Transylvanie est cédé à la Hongrie par le traité Ribbentrop-Molotov (connu également sous le nom de Diktat de Vienne), la ville a une administration roumaine, avant que le régime fasciste de l'amiral Horthy ne s'installe à Cluj-Napoca de 1940 à 1944. En 1944, la Roumanie reprend une partie des territoires qu'elle a perdus durant la guerre. Malgré la politique explicite de roumanisation menée par l'État roumain entre 1918-1940 et la magyarisation menée par les autorités horthystes entre 1940 et 1944⁶, Cluj-Napoca reste, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, une mosaïque ethnique et religieuse, formée par une majorité hongroise catholique, évangéliste et uniate, une importante minorité roumaine principalement gréco-catholique, mais aussi orthodoxe, des minorités saxonne et juive dont les effectifs allaient en diminuant. Ainsi, en 1930, la population de

la ville était composée de 47,3 % de Hongrois, 34,6 % de Roumains, 13,0 % de Juifs, 2,5 % de Saxons et 1 % de Tsiganes (Comisia națională pentru statistică 1994).

Le centre actuel de la ville a été aménagé principalement au XIX^e siècle. Les anciennes murailles de défense furent démolies et la place centrale, l'actuelle place de l'Union, centre religieux, économique, politique et social de la grande cité médiévale, subit la plus importante reconfiguration urbanistique de son histoire, avec le déplacement vers les rues latérales des boutiques et des ateliers entourant l'église Saint-Michel⁷ et le pavement de la place. Ses alentours furent également réhabilités, et de nouveaux édifices, tant publics que privés, apparurent. En 1902, le paysage de la place est transformé de manière significative par l'érection d'un monument dédié à Mathyas de Corvin, roi de Hongrie (1458-1490); celui-ci est devenu l'un des plus importants symboles de la nation hongroise et il ne sera jamais plus modifié par la suite. Au même moment, le plan d'urbanisme propose de réaménager l'ancienne Foire au bois de la ville, aujourd'hui Place Avram Iancu, située à quelques centaines de mètres, et on y construit le théâtre (où on jouait en hongrois) et le palais EMKE (qui sera vendu à la société hongroise de chemins de fer). Après 1918, cette place est transformée pour devenir le « pendant roumain » de la Place centrale : une cathédrale orthodoxe⁸ est construite en son centre, des bâtiments abritant les nouvelles institutions étatiques de la Transylvanie sont érigés sur ses marges (la direction des Postes, le Palais de justice et le Cercle militaire), le Théâtre devient le Théâtre National (en langue roumaine) et le siège de la société hongroise de chemins de fer devient le siège de la société roumaine de chemins de fer⁹.

Mais la ville va profondément changer à partir des années 1970. C'est en effet à cette époque que les autorités décident de s'engager dans la construction d'un combinat d'outillage lourd, une grosse unité industrielle employant des dizaines de milliers de personnes, dont l'installation aura des effets à long terme sur les plans démographique, urbanistique, économique et politique. Avec cette arrivée massive de main-d'œuvre, la ville connaît une explosion démographique¹⁰ sans précédent, et de nouveaux quartiers sont construits, provoquant au cours des années 1980 un phénomène spécifique, appelé depuis d'« entassement », à la suite de la construction d'immeubles d'habitation sur les espaces restés vacants au cœur même de quartiers déjà aménagés. S'il s'agissait certes d'accueillir et de loger une population nombreuse, les ambitions personnelles de responsables locaux doivent également être prises en considération; ceux-ci sont en effet engagés dans les compétitions nationales annuelles de construction d'appartements.

Le centre-ville et ses places publiques seront plus ou moins abandonnés, malgré le fait qu'ils demeuraient le lieu où étaient concentrées les institutions politiques et administratives importantes. La migration interne, de même que l'émigration des Juifs en Israël et celle des Saxons en Allemagne (et ce à partir des années 1970), ont transformé les rapports démographiques et ethniques de la ville. Ainsi, au moment du recensement de 2002, sur une population de 317 953 habitants, 79,3 % se définissaient comme roumains, 18,95 % comme hongrois et 1,75 % comme appartenant aux autres minorités nationales (juive, saxonne, rom (tsigane), etc.).

À Cluj-Napoca, en dépit de l'industrialisation et de l'urbanisation intenses, l'ancienne place centrale, actuelle place de l'Union (et place de la Liberté avant 1989), est demeurée le lieu central de la ville. C'est ici qu'en décembre 1989 se sont affrontés les opposants au régime communiste et les forces de l'armée. En outre, entre 1990 et 1998, l'Église gréco-catholique¹¹ a organisé des messes les dimanches et les jours de fête devant le monument de Mathyas de Corvin. Après avoir vu leur Église interdite pendant plus de quarante ans, les gréco-catholiques, toujours en conflit avec l'Église orthodoxe qui refusait toute concession sur le plan du patrimoine, avaient trouvé là le seul endroit pour leurs manifestations religieuses. Pendant les années 1990, la place de l'Union est demeurée un endroit de rendez-vous, de repos et de passage, ainsi qu'un lieu incontournable pour les touristes, notamment hongrois, et pour les jeunes mariés qui s'y font photographier. C'est enfin un « endroit d'occupation illégale à titre de lieu de résidence » pour les quelques enfants qui font la manche et pour les sans-abri. Les bars et les terrasses y abondent, tout comme les kiosques à journaux, les places de stationnement et les stations de taxi et de bus pour la Hongrie. Mais on y voit aussi une publicité souvent agressive et occupant de plus en plus d'espace.

La place Avram Iancu¹², baptisée ainsi en 1993, (place de la Victoire avant cette date), est devenue un lieu de grandes rencontres. C'est ici que sont organisés les rassemblements populaires du 1^{er} décembre, jour de la fête nationale roumaine, du Jour de l'An, et que sont fêtés de façon informelle les succès de l'équipe nationale de football et les victoires électorales. C'est également un lieu propice à la pratique du roller et à la tenue d'événements promotionnels comme des concerts. Enfin, le dimanche, les messes qui se déroulent dans la cathédrale orthodoxe sont retransmises à l'extérieur à l'aide de haut-parleurs.

Ethnicisation et imposition de la définition nationaliste des places publiques centrales

Interventions urbaines à caractère ethnique

Pendant douze ans, plusieurs signes identitaires ont été disséminés sur les places publiques de Cluj-Napoca afin de souligner certains aspects de l'histoire nationale roumaine et d'affirmer ainsi la présence majoritaire des Roumains. Les interventions des autorités ont été dirigées en priorité vers des espaces déjà aménagés. La période à laquelle je m'intéresse ici (février 1992 et juillet 2004) est celle pendant laquelle Gheorghe Funar¹³ fut maire. Les interventions autorisées à l'époque par G. Funar ont plutôt été d'ordre symbolique, car d'une part, le maire n'a eu qu'un soutien tacite de la part des autorités centrales¹⁴ et d'autre part, le nouveau plan général d'urbanisme de la ville n'a été finalisé qu'au début des années 2000. Si les marques de « roumanisation » étaient présentes dans tous les espaces publics de la ville, les deux places centrales illustrent le mieux ce phénomène : la place Avram Iancu est devenue de plus en plus roumaine, tandis que la place de l'Union a fait l'objet d'un « effacement symbolique » destiné à minimiser, voire à faire disparaître les signes non-roumains. Chacune d'elles représente une facette du même tableau de l'ethnicisation : la première, à travers une forte affirmation de la roumanité, la deuxième, par une forte négation de la magyarité. Je vais présenter d'une manière succincte la situation issue des initiatives qui ont concerné la Place Avram Iancu et la Place de l'Union. Je vais développer par la suite un événement, – il s'agit de l'ouverture du chantier archéologique – qui « synthétise » d'une manière éloquente les conflits autour de l'aménagement de l'espace public central et les arguments qui ont prévalu.

Au début des années 1990, la place Avram Iancu faisait étrange figure : en son milieu, entourés des bâtiments du XIX^e siècle, devant et derrière la grande cathédrale orthodoxe, on trouvait deux monuments soviétiques : l'obélisque « Étoile rouge » et le « Char d'assaut ». Après le renversement du régime communiste en 1989, la destruction ou du moins le remplacement de ces monuments par d'autres, plus adéquats, allait de soi. C'est ainsi que furent construites les statues d'Avram Iancu (1993) et « Gloire au soldat roumain » (1996). L'érection de cette dernière doit être vue comme l'expression, jugée absolument nécessaire, de la reconnaissance à l'égard de l'armée roumaine, tandis que celle de la statue d'Avram Iancu relève davantage d'une obligation, dans la mesure où elle aurait dû avoir lieu avant la Deuxième Guerre mondiale, si les événements historiques l'avaient permis. Les membres du Parti de l'Union Nationale de Roumanie

(PUNR) ont dominé les débats au sein du jury responsable de la sélection du projet pour la statue d'Avram Iancu, à tel point que les spécialistes d'art et d'architecture se sont sentis manipulés par les autorités, puisque par leur présence, ils ne faisaient que légitimer une décision prise à l'avance. L'importance politique de l'érection de cette statue a relégué au second plan les préoccupations esthétiques; comme le dit un habitant de Cluj-Napoca : « On avait besoin d'une statue dédiée à Avram Iancu à Cluj; si on avait attendu un beau projet, on aurait risqué de ne jamais le faire » (P.R.)¹⁵. D'un point de vue esthétique, la plupart des habitants n'apprécient d'ailleurs pas ces monuments, respectivement surnommés « Blanche-Neige et les sept nains » et « le Nain ». Certains sont ironiques en déclarant que si l'on a construit un piédestal aussi grand et disproportionné, c'est afin qu'Avram Iancu puisse voir ce que fait Mathyas de Corvin sur la place de l'Union (Mitrea 1994). Un étudiant me disait que « si la base du monument avait été plus grande, plus accessible et si l'on avait pu y grimper comme c'est le cas avec celle de Mathyas de Corvin, alors la place serait devenue le centre de la ville » (C.S.). La surcharge symbolique du personnage historique d'Avram Iancu a contribué à l'époque, et encore aujourd'hui, à rendre illégitime toute contestation publique, y compris de la statue elle-même; comme me le relatait un retraité « il est très difficile de la remplacer ou de la modifier, parce qu'on risque d'être accusés de ne pas être de bons Roumains » (P.R.). En ce qui concerne la place en tant que telle, les habitants estimaient, quand je les ai interrogés à ce sujet, que la place Avram Iancu « est mieux aménagée que la place Mathyas de Corvin¹⁶, elle est plus propre. Il y a du béton et des espaces verts où on n'a pas le droit d'aller, bien que ce lieu soit laid » (M.S.). Tous les événements, cérémonies militaires et commémorations, organisés à l'époque par la mairie s'y déroulent, et la plupart des gens qui s'y rendent sont « les siens », c'est-à-dire des nouveaux venus dans la ville et des retraités.

D'ailleurs, ces derniers sont enthousiasmés par l'aménagement de la place : « Ah que c'est beau ! J'avais entendu que c'était beau, mais je n'imaginai pas que cela l'était à ce point. » (K.M.). Pour eux, comme pour tous les autres, il va de soi que c'est la « place de Funar », l'« apanage de Funar » (L.P.). Admiratifs ou dépréciatifs, les commentaires des habitants exprimaient leur conviction que la place appartenait au maire, au sens où elle reflétait tout ce qu'il signifiait : la roumanité, l'esprit national, l'histoire sociale des Roumains transylvains, etc. Qu'on aime ou qu'on n'aime pas les interventions effectuées dans/sur la place, on était d'accord pour dire que les autorités faisaient des efforts considérables pour la transformer en

l'image de la ville : propre, régularisée, destinée aux activités représentatives organisées par la mairie et les associations agréées par celle-ci.

Si le réaménagement de la place Avram Iancu symbolisait le remboursement d'une « dette historique », dans le cas de la place de l'Union, les interventions ont davantage été de l'ordre de l'« ajustement historique », qui visait à minimiser l'importance visuelle et donc le rôle historique des Hongrois. Plusieurs décisions municipales ont donné lieu à une série de controverses. Ainsi, la mairie a fait rajouter sur le monument de Mathyas de Corvin une plaque avec une citation de Nicolae Iorga¹⁷ rappelant l'origine roumaine du plus important héros des Hongrois, que seuls les Roumains ont réussi à vaincre. D'ailleurs cette inscription avait été ajoutée une première fois sur le monument dans les années 1920 à l'initiative de Nicolae Iorga lui-même, qui voulait ainsi redresser une erreur historique incarnée par le monument : le capitaine moldave qu'on y voit ne pouvait pas soumettre son drapeau au roi Mathyas de Corvin, puisqu'il avait gagné la bataille. La phrase correctrice est restée jusqu'à l'arrivée du régime de l'amiral Horthy. L'initiative du maire Funar et de ses partisans dans les années 1990 visait donc à renouer avec un passé considéré comme remarquable. Il s'agissait en même temps de rappeler les significations du contexte original de son emplacement : l'union de la Transylvanie avec la Roumanie et, indirectement, la re-consécration des Roumains en tant que maîtres de la ville. Cette initiative a suscité de nombreuses protestations de la part de l'Union Démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR), des associations hongroises et de simples habitants, mais l'inscription n'a pas été supprimée.

D'autres interventions ont eu lieu, qui n'ont toutefois pas autant alimenté les passions civiques (ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de protestations de la part de partis d'opposition ou de spécialistes) comme par exemple, le fait d'avoir peint en rouge, jaune et bleu les bancs de la place. De même, une dizaine de drapeaux nationaux et de l'Union européenne furent installés derrière le monument de Mathyas de Corvin et devant le square de la place Avram Iancu vers la fin de 1993 et le début de 1994. Quelques années plus tard, en 2000, des toilettes écologiques, qui n'ont pas fonctionné très longtemps, étaient placées devant le monument. Une des dernières actions importantes a été l'installation d'un bloc en pierre annonçant la construction du symbole le plus représentatif des origines du peuple roumain, une copie grandeur nature de la colonne de Trajan¹⁸ à Rome. Pour marquer l'importance de l'événement, le maire, des politiciens issus des partis qui le soutiennent et des prêtres participèrent à la cérémonie. Les efforts de roumanisation de la Place

Avram Iancu à travers des marques matérielles ont cessé avec l'installation en 1994 des drapeaux roumains devant le monument.

À la découverte incessante du passé

Toutefois, c'est l'ouverture du chantier archéologique dans le square situé devant le monument de Mathyas de Corvin qui a été un des plus forts gestes politiques visant à marquer ethniquement la ville; celui-ci a mobilisé pendant plusieurs semaines, à l'été 1994, les politiciens, tant roumains que hongrois, tant sur le plan local que national, qu'ils aient été au pouvoir ou dans l'opposition. Il est important ici de prendre en compte non seulement l'intervention sur/dans l'espace, mais également les décisions prises, les arguments qui les ont soutenues, et les institutions en cause. Ce qui au début semblait être une activité de routine menée par le Musée national d'histoire de la Transylvanie¹⁹ est devenu un conflit impliquant les autorités locales, régionales et nationales ainsi que les politiciens et les habitants de la ville. Selon le directeur de l'époque du Musée, fortement soutenu par le maire et les conseillers municipaux, l'objectif officiel était la recherche archéologique, notamment des vestiges du Forum du municpe roman de *Napoca*, sous l'actuelle place de l'Union. Les arguments présentés par ceux qui soutenaient l'intervention mettaient en avant la légitimité de la recherche historique et archéologique, particulièrement en ce qui concerne le « passé historique millénaire » évoqué par les responsables du Parti Démocrate (PD) (Adevărul de Cluj 1994c). Ils défendaient aussi l'idée selon laquelle « le centre de la ville n'est pas seulement constitué de la statue de Mathyas de Corvin et de l'église Saint-Michel, mais le sera aussi par les éventuelles découvertes de sites daces ou romains » (Chioreanu 1994 : 5). On pensait alors transformer la place de l'Union en y aménageant un parc archéologique en plein air – qui serait un cadre historique imprégné de preuves matérielles de la civilisation roumaine – où pourrait être installée la statue de Lupa Capitolina, symbole de la latinité du peuple roumain, offert en 1921 par la mairie de Rome. Ainsi, la place de l'Union ne deviendrait pas simplement un espace exposant des vestiges romains ou symbolisant la cohabitation des Hongrois et des Roumains, mais la preuve que cette société s'était constituée du temps des Daces et des Romains, c'est-à-dire avant la venue des Hongrois.

Il s'agissait donc de repérer des preuves matérielles pouvant illustrer d'une manière irrévocable la continuité de la population daco-romaine sur ce territoire, après le départ des Romains. Partout en Europe de l'Est, les origines, la primauté de l'occupation d'un espace, et l'habitation sur une longue période d'un espace ont été des stra-

tégies d'affirmation ethnique en vue de construire la nation. Les Hongrois tout comme les Roumains ne font pas exception. Sur l'« après retraite romaine » de la Dacie, l'insuffisance de preuves archéologiques a favorisé un débat à portée identitaire sur la « continuité de la vie » sur ces territoires. Depuis presque deux cents ans, le retrait des Romains n'aurait pas signifié le départ de tous les habitants. C'est du moins le point de vue de la plupart des historiens roumains, pour qui les Daco-Romains seraient demeurés sur place. Au contraire, du point de vue de la plupart des historiens hongrois, personne n'est resté et les premiers habitants à s'installer à nouveau sur ces territoires, vers le X^e siècle, auraient été les Hongrois. Pour les Hongrois, qui ont gouverné la Transylvanie jusqu'en 1918 et le nord de la province entre 1940 et 1944, être les premiers venus leur donnait le droit de refuser aux Roumains l'égalité du point de vue ethnique et linguistique (Schöpflin 1998/1999). Pour les Roumains, qui ont gouverné entre les deux guerres mondiales et après la deuxième, c'était l'arrivée tardive des Hongrois, après l'installation des Daces et Romains, qui justifiait le refus de leurs droits (Schöpflin 1998/1999). Aucune de ces positions ne peut pas être contestée, car les deux sont élaborées à partir du « mythe de l'intégration et du sacre qui lie un groupe à son territoire » (Schöpflin 1998/1999:76). Ces enjeux apparaissent essentiels pour tous; comme le dit Boia, toujours recourir au passé est révélateur d'un présent problématique (2002). Le débat n'est pas clos et ne le sera pas tant que les enjeux identitaires nationaux seront d'actualité.

Dans ce contexte, on comprend bien la force des réactions des représentants de l'Union Démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR). Pour eux, ces fouilles archéologiques étaient un prétexte utilisé par l'administration locale, dominée par les nationalistes roumains, pour déplacer le monument de Mathyas de Corvin à un endroit où il perdrait sa portée identitaire²⁰. Cette menace représentait une possible perte symbolique de la magyarité, une « profanation [des] trésors culturels placés dans cet espace qui appartient spirituellement à tous les habitants de la ville, indifféremment de leur nationalité » (Adevărul de Cluj 1994a :1) et provoquait des craintes quant à une future transformation urbanistique de la place de l'Union. Selon le président de l'époque de l'UDMR « s'ils ne trouvent pas des vestiges romains, ils trouveront des prétextes édilétaires pour transformer l'espace architectural de la place de l'Union » (Adevărul de Cluj 1994f).

Le troisième groupe d'acteurs dans cette controverse était constitué par la Convention Démocratique de Roumanie (CDR), l'Alliance Civique (AC), le Parti de l'Alliance civique (PAC), le Groupe pour le dialogue intercul-

turel, certaines organisations civiques et quelques partis politiques non hongrois, une série d'acteurs qui, à l'époque, constituaient l'opposition politique (tant sur le plan national que local). Pour eux, les fouilles archéologiques étaient une provocation du maire Gheorghe Funar (Adevărul de Cluj 1994b), une tentative de « yougoslavisant de la Roumanie » comme le dit Doina Cornea, l'un des dissidents anti-communistes les plus connus de Roumanie (Adevărul de Cluj 1994b). Cette décision montrait également que la ville était mal gérée et que les véritables besoins des habitants de Cluj-Napoca n'étaient pas pris en compte (Adevărul de Cluj 1994d). L'indifférence des autorités locales face à ces désaccords, et notamment face à la position de l'UDMR, a conduit cette dernière à protester violemment pour empêcher les travaux archéologiques. Grâce à son appel « [à créer] une chaîne humaine autour du square » et à celui de la CDR pour s'opposer à l'« intention d'agresser la place » (Chiorean 1994), des dizaines de personnes ont occupé l'endroit le jour du lancement officiel du chantier (le 22 juin 1994), obligeant les responsables à en annuler l'ouverture.

Ce moment marque aussi l'intervention d'un quatrième groupe d'acteurs. Plus diffus, il est constitué d'institutions de l'État, centrales et locales : la préfecture, la police, le ministère de la Culture. Leurs représentants ont organisé des discussions et ont essayé de modérer le conflit, voire de le résoudre. Finalement, ils interviendront d'une manière décisive en mobilisant les valeurs et les principes nationaux qui leur sont constitutifs.

Malgré l'assurance que les travaux n'allaient pas affecter l'église ou le monument de Mathyas de Corvin, l'UDMR décida de poursuivre ses manifestations, en appelant à la « désobéissance civile » (Adevărul de Cluj 1994a), appel qui fut suivi par d'autres actions au caractère d'ultimatum : la déclaration du maire Gheorghe Funar annonçant qu'il n'y avait plus d'obstacles aux fouilles archéologiques, le refus de l'UDMR de finaliser un protocole concernant la localisation des vestiges archéologiques, l'appel du maire s'adressant aux citoyens pour que ceux-ci ne se laissent pas entraîner par les provocations de l'UDMR et la promesse de restaurer l'ordre et la loi en faisant appel au commandant de la police. La situation explose le 7 juillet 1994, lorsque les fouilles commencent sous bonne garde policière. Les cloches de toutes les églises hongroises de la ville se mettent alors à sonner et de nombreuses personnes envahissent la place, qui est entourée par des policiers et des membres des forces spéciales de l'armée. Les représentants de l'UDMR demandent la suspension du maire; ils l'accusent d'avoir agi de manière illégale dans la mesure où l'autorisation de fouilles obtenue par le musée ne portait que sur la localisation de

vestiges archéologiques, et non sur l'ouverture d'un chantier susceptible de durer plusieurs années. Malgré une tension extrême, certains habitants sont demeurés toute la journée sur la place, mais aucune violence physique grave n'a été enregistrée. À la dernière minute, les forces armées ont reçu l'ordre d'évacuation. Le lendemain, le ministre de la Culture intervenait en suspendant les travaux et en constituant une commission de spécialistes chargée d'étudier l'opportunité et l'importance scientifique des recherches à effectuer. Dans ses conclusions, la commission considère « légitime et absolument obligatoire » la recherche historique et rappelle le point de vue du directeur du musée, selon lequel les investigations menées place de l'Union font partie d'un programme de recherche établi depuis longtemps. La commission assure par ailleurs que le Ministère de la Culture et le gouvernement garantissent la protection du patrimoine historique et artistique de Cluj et estime que ces questions historiques et archéologiques ont été incorrectement médiatisés (Adevărul de Cluj 1994e). Le parti principal de l'alliance d'opposition, le Parti national paysan chrétien et démocrate (PNTCD) accepte les conclusions, tandis que l'UDMR nuance sa position : comme le préfet et la commission déléguée par le ministère de la culture garantissent officiellement la préservation de la place avec son monument, ils ne continueront pas les protestations de rue. Pourtant, ils considèrent toujours comme illégal le sondage archéologique (car il n'a toujours pas été approuvé par le Conseil local) et vont continuer la bataille judiciaire contre le Musée d'histoire de la Transylvanie, le Conseil local, le maire et la Mairie de Cluj-Napoca, en demandant l'annulation de l'autorisation d'exécution de travaux d'archéologie dans la place de l'Union²¹. Quelques jours plus tard, le chantier est ouvert dans des conditions de sécurité exceptionnelles, sous la stricte supervision de la police.

Les fouilles archéologiques vont continuer sporadiquement, quelques mois par année, le plus souvent avant les campagnes électorales ou après des déclarations concernant l'intention de fermer le chantier. Le chantier est resté ouvert, visible pour tous, objectif touristique inévitable, non pas tant pour les vestiges que pour le conflit qu'il remettait en mémoire. En mai 1995, après la reprise des recherches archéologiques, l'UDMR menaça de « désobéissance civile » en accusant l'absence de l'autorisation du Conseil local. Après les assurances que le monument de Mathyas de Corvin resterait à sa place, l'échange d'accusations réciproques d'illégalité entre le maire et la direction de l'UDMR cessa (Tripon 2005). Une deuxième mobilisation eut lieu en septembre 2000, quand on voulut fermer le chantier en le couvrant avec de la terre. Elle mit cependant plus en évidence des conflits politico-per-

sonnels opposant le maire et le préfet, ou encore le maire et le directeur d'un service de la mairie, que des conflits entre Roumains et Hongrois (Szabadság 2000; Kiss 2000a). Le jour fixé pour l'action, les employés de deux départements de la mairie se retrouvèrent face à face sur la place : les uns, dirigés par le directeur en conflit avec le maire, venus appliquer l'ordre du préfet; les autres, soutenus par les conseillers municipaux du Parti « Grande Roumanie », venus faire une « chaîne humaine » de défense à la demande d'une directrice proche du maire (Kiss 2000b). Le départ sans violence du premier groupe à la fin de la journée de travail mettra fin aux tensions et le préfet justifiera l'évacuation de la place en invoquant l'atmosphère calme devant régner dans la ville lors des exercices de l'OTAN à Cluj, dont le déroulement était prévu quelques jours plus tard (argument repris ultérieurement également par le maire) (Salamon 2000).

Rétrospectivement, pour certains habitants, tant hongrois que roumains, le conflit a été provoqué par le maire, Gheorghe Funar, qui a interpellé l'UDMR : « Si l'UDMR n'avait pas réagi, Funar n'aurait pas continué les défilés et les fouilles archéologiques n'auraient pas pris cette ampleur politique » (T.G.). Neuf ans après, le chantier de la place de l'Union est devenu, dans le vocabulaire des habitants, les « fosses » ou les « fouilles ». Certains considèrent qu'il était nécessaire de montrer qu'avant d'être une ville hongroise²², Cluj-Napoca fut un castrum romain et donc, par filiation historique, roumain. D'autres habitants adoptent un discours esthétisant aux accents pragmatiques : la place est enlaidie, les monuments érigés sont très laids, il n'y a pas d'espace pour s'asseoir, on a diminué l'espace où on aurait pu mener d'autres activités : « Un périmètre immense où on pouvait organiser toutes sortes de choses a été confisqué à la place » (C.S.). Malgré toutes ces critiques, pour les habitants de la ville, la place de l'Union demeure la « plus belle », « humaine parce qu'on peut s'asseoir, notamment au printemps » et « très lumineuse », « l'endroit où j'adore me reposer, regarder la foule qui passe ».

Nouveaux critères sociaux, nouvelles catégories sociales, ancien-nouveau monde

À cette étape, il est légitime de continuer à s'interroger sur les significations de ces interventions urbanistiques et politiques à caractère roumain. Questions d'autant plus pertinentes que les Roumains dominent d'un point de vue démographique. Pourquoi dès lors tiennent-ils à affirmer leur présence avec une telle force ? Plus que les signes « roumanisants » en tant que tels, c'est la signification de la démarche qui les accompagne et les groupes porteurs de cette signification qui sont ici intéressants.

En 1993, à Cluj-Napoca, les disputes liées aux fouilles archéologiques se sont produites à une période durant laquelle les marques ethniques parsemées dans la ville étaient de plus en plus visibles, multiples et répétitives, contribuant à créer un climat de méfiance. Tant qu'il s'agissait d'une action de renforcement de la « roumanité » de la Place Avram Iancu, les polémiques portaient sur les aspects esthétiques, et impliquaient tant les spécialistes que les non-spécialistes, dans le cadre des commissions, comités et jurys constitués par la mairie. Quand les interventions ont visé les symboles de la « magyarité », on a eu principalement à faire avec les protestations publiques de l'UDMR, qui allèrent de la prise de position des leaders aux marches et manifestations de rue. Les controverses déclenchées par la décision d'entreprendre des recherches archéologiques dans la place de l'Union ont mobilisé, du côté de l'UDMR, l'opposition politique et civique de l'époque, et, du côté du PUNR, les spécialistes-archéologues et les institutions centrales de l'État (le président, des ministères, la police, etc.). Bien qu'il y ait eu deux camps, trois types de discours argumentatifs ont circulé. Promu par le groupe constitué autour de PUNR, le premier de ces discours soutenait l'obligation de mener des recherches archéologiques afin de mieux mettre en lumière le passé historique et d'exposer sur la place même les vestiges romains. Le deuxième discours, formulé par l'UDMR, soulignait les dangers de perdre, voire de faire disparaître, l'identité hongroise et d'endommager, voire détruire le patrimoine universel que constituait la Place de l'Union. Bien que soutenant, d'un point de vue politique, les protestations de l'UDMR, la CDR et les autres associations civiques non-hongroises s'intéressaient davantage au gaspillage potentiel de ressources financières de la ville et à l'importance réduite de ces enjeux pour la vie quotidienne des citoyens de Cluj-Napoca. Malgré cette justification « excentrique », c'est bien le « passé » qui a irrigué les disputes. Mais il ne faudrait pas cependant exagérer son importance au niveau des discours, car finalement ce n'était pas le but qui comptait (le « passé » ou la gestion de la ville), mais la stratégie de présentation sur la scène publique politique et de distinction par rapport aux autres groupes. Dans d'autres cas, tels que ceux présentés par Mitchell (1995) ou Nieto et Franze (1997), la lutte est menée pour l'accès effectif et quotidien des Autres – en général, des marginaux, qu'il s'agisse de sans-abri ou d'immigrés – à l'espace public. A Cluj-Napoca, l'accès à la place est très ouvert; les confrontations liées aux fouilles archéologiques ont visé la présence historique de l'Autre (Roumain ou Hongrois), les traces que chacun des groupes intéressés avait pu laisser dans l'espace physique de la place centrale. Les disputes à propos des

recherches archéologiques sur la place centrale équivalent à une lutte pour préserver, voire défendre, des traces (pour les Hongrois) et pour conquérir des nouveaux espaces qui deviennent les leurs (pour les Roumains). Le recours au « passé » n'était pas surprenant car la chute du régime communiste a favorisé la consolidation du principe national-ethnique dans la vie politique.

Comme l'ont noté plusieurs chercheurs travaillant sur les transformations survenues en Europe de l'Est (Paquetteau 1995; Todorova 1995; Verdery 2003, 1996; Freeman 1997; Schöpflin 1998/1999), les manifestations nationalistes d'après 1989 n'ont rien à voir avec les nationalismes de l'entre-deux-guerres qui furent étouffés par les régimes communistes, ni avec les « nouveaux nationalismes ». Déjà lors de la déstalinisation (à la fin des années 1950 et pendant les années 1960), les idéologies nationalistes avaient ressurgi sous une forme idéologique hybride, celle du communisme-nationalisme. Le discours particulariste national avait été facilement plaqué sur le squelette des thèses universalistes marxistes-léninistes. En instrumentalisant les signes, les thèmes et les discours nationaux, les régimes communistes se sont donné une légitimité qu'ils auraient difficilement pu obtenir autrement, notamment dans les pays où ils étaient très faiblement soutenus²³. Comme l'a démontré Verdery (1991, 1996) à partir de l'exemple de la Roumanie, surtout après 1970, le Parti communiste a réifié et institutionnalisé le principe ethnico-national en tant que nouvelle base d'organisation sociale. La « nation socialiste », plus que la classe ouvrière, était destinée à jouer un rôle central tant pour la construction du socialisme que pour le progrès, alors que le Parti communiste était identifié à la nation tout entière (Verdery 2003). Le marxisme-léninisme a été traduit dans un « langage national », substituant la nation au prolétariat, et sans que cela ne soit dit explicitement, l'homogénéisation sociale est devenue homogénéisation ethnique. De même que les nationalistes prétendent représenter la nation comme un tout, le parti unique parlait au nom de toute la société, sans tenir compte des différences ethniques ou religieuses, et occupait toute la scène publique (Verdery 2003; Todorova 1995; Paquetteau 1995). Après 1989, l'échec de l'idéologie marxiste-léniniste a favorisé la consolidation du « principe national » en tant que seul élément pouvant donner une direction valable à la vie politique. On était alors davantage préoccupé par la reconnaissance et le maintien de la nation que par la redéfinition de principes sociétaux, et on s'intéressait plus à récupérer le passé qu'à construire l'avenir.

Plus que les autres sociétés de l'Europe de l'Est, la société roumaine a été prise au dépourvu par les effets de la chute du régime communiste : la délégitimation du

système politique, la désintégration du système économique, le bouleversement de la hiérarchie des valeurs. Le chômage en hausse, la dissolution progressive de l'identité ouvrière à la suite des processus de privatisation et de restructuration économique et la désaffiliation politique par la disparition du Parti Communiste et des syndicats (auxquels les individus actifs étaient intégrés, bien que beaucoup d'entre eux les contestaient) ont contribué à l'effritement des solidarités construites avant 1989 et par conséquent, les relations entre les groupes sociaux se sont dépréciées (Verdery 2003). Mais encore une fois, le « passé » faisait la distinction. De nouveaux critères de classification sociale ont alors émergé qui, en fonction de leur référent, s'articulent à des périodes historiques différentes : avoir été ou non gréco-catholique avant le communisme; avoir été des citadins de « souche » ou des nouveaux venus de l'industrialisation, *veneticii*, pour la période communiste; avoir été des sympathisants du pouvoir ou de l'opposition politique, pour la période plus récente. Recourir au passé ou glisser les significations de l'ethnique au social est fortement lié à la problématique de l'ethnicité. « Forme d'organisation sociale ou principe de division du monde social, elle n'est pas une qualité, ni une propriété attachée à un certain type d'individus ou de groupes » (Poutignat et Streiff-Fenart 1995:29). Pour Barth (1995), l'attribution catégorielle devient ethnique quand une personne est définie selon son identité fondamentale déterminée tant par son origine que par son milieu. Autrement dit, une catégorie ethnique définit un agrégat d'individus qui se trouvent dans des conditions communes ou qui sont perçus comme étant similaires par les Autres (Poutignat et Streiff-Fenart 1995).

La catégorie sociale la plus importante est composée en majorité des « nouveaux venus », les *veneticii*, qui sont pour la plupart des Roumains ayant quitté les villages et les régions pauvres du pays pour venir travailler dans les nouvelles usines de Cluj-Napoca à partir des années 1970. En s'y installant définitivement, ils ont pu obtenir un travail, mais aussi de quoi se loger dans les quartiers nouvellement construits pour eux. Après les restructurations des années 1990 dans les grandes entreprises, ils sont tiraillés entre un avenir incertain dans une ville où beaucoup d'entre eux vivent grâce à l'assurance-chômage, et un impossible retour dans leur village natal. Là-bas, les rétrocessions des terres ont en effet bouleversé les relations familiales. Souvent, ceux qui sont partis travailler ailleurs n'ont plus d'héritage foncier, et s'ils parviennent quand même à récupérer un terrain, ils ne disposent pas des ressources financières suffisantes pour l'exploiter.

Les anciens citadins de la ville (ceux de la deuxième génération et des suivantes) considèrent de leur côté que

la décision de l'ancien régime d'industrialiser et d'urbaniser massivement Cluj-Napoca a été prise pour la punir d'être trop universitaire, intellectuelle et cosmopolite. Pour eux, les nouveaux venus sont donc symboliquement les porteurs d'une nouvelle ville qui a englouti l'ancienne. Pour ces anciens citadins, les *veneticii* sont des « barbares » qui, par leur domination démographique, ont bouleversé les normes de civilité usuelle de la ville au profit de leurs propres valeurs. Il s'agit bien là d'un processus de rejet catégoriel, dans la mesure où il ne s'accompagne pas d'attitudes de refus et de marginalisation individuelles de ces « nouveaux venus » qui rendent compte d'un processus d'instabilité sociale inconnu jusqu'alors.

Quant aux anciens ouvriers, et ceux, plus âgés, qui ont grandi dans l'esprit de la construction nationale, ou qui ont vécu des situations de violence ethnique, comme par exemple pendant l'occupation de la Transylvanie entre 1940 et 1944, ils avaient tous peur d'être expulsés de la ville par « les Hongrois ». Cette crainte, ils la partagent avec les électeurs plus jeunes à la recherche de leur premier emploi, pour qui « les Hongrois » sont responsables de tous les malheurs survenus après 1989. Dès lors, il n'est pas surprenant qu'ils aient constitué la base électorale la plus loyale du maire Funar. Interrogé sur les raisons qui l'ont poussé à voter pour Funar, un de mes interlocuteurs répond comme suit : « Si les autres gagnent, les Hongrois nous mettront à la porte » (G.V.). Dans un tel contexte, la figure paternaliste, justicière et d'homme d'action du maire Funar pouvait catalyser tous les espoirs, car il symbolisait à la fois ce qu'on est et ce qu'on valorise. Ainsi, selon un sondage d'opinion réalisé à Cluj-Napoca en 2000, année du début de son troisième mandat, les gens appréciaient le maire non seulement parce qu'il avait imposé l'ordre et le respect de la loi, mais aussi parce qu'il avait fait de Cluj-Napoca une ville propre, qu'il était un bon administrateur, qu'en plus d'être un bon citoyen roumain (64 %), il était combatif (IMAS 2000). Que Gheorghe Funar ait continué d'habiter le même appartement après son élection, à Mănăştur, quartier le plus populaire de Cluj-Napoca, a contribué à créer son image de politicien capable de lutter contre la corruption et pour la légalité et l'ordre. Toutes les annonces qu'il a signées et qu'il a diffusées dans les médias locaux à son nom ou au nom de la mairie, pendant les conflits liés à l'inscription correctrice sur le monument de Mathyas de Corvin ou aux fouilles archéologiques de 1993, mentionnaient la nécessité de respecter la loi et l'ordre et sa détermination à lutter en ce sens. D'ailleurs, l'accusation principale portée contre les membres de l'UMDR a été celle d'illégalité.

En Roumanie, l'histoire des relations roumano-hongroises a contribué à constituer les Hongrois en tant

qu'« ennemi par excellence » (Mihăilescu 1991). Cela remonte au XIX^e siècle, quand la « roumanité » a été construite comme corollaire des deux traits considérés comme essentiels du peuple roumain : la « ruralité » et la « latinité ». « Cette double équation “roumanité = paysannerie” et “étranger = exploiteur” explique pourquoi toute prise de position contre les injustices, dont les paysans – donc le “peuple” – étaient l'objet, prenait la forme d'un discours nationaliste et xénophobe. (...) [une forme discursive] plutôt catégorielle qu'individuelle, sociale plutôt qu'ethnique » (Mihăilescu 1991:9-10). Certaines controverses sont menées dans les termes rhétoriques de l'ethnicité (Calhoun 1993) :

As Leach (1954) and Barth (1969) and his colleagues have argued, ethnic identity is constituted, maintained, and invoked in social process that involve diverse intentions, constructions, and meaning, and conflicts. Not only are there claims from competing possible collective allegiances, there are competing claims as to just what any particular ethnic or other identity means. Dispute by no means always undermines traditional identities. Ethnicity is a rhetorical frame within which certain disputes are conducted (...). [Calhoun 1993:223]

Dans la Roumanie post-communiste, elle l'est toujours : après 1989, la Hongrie et les Hongrois ont « [symbolisé] la fragmentation, le sentiment du démembrement, du chaos et de la perte du contrôle (...) » (Verdery 2003:182). Il n'en demeure pas moins important que des situations d'antan ou contemporaines aient été utilisées pour nourrir continuellement cette image : des luttes du XVIII^e et du XIX^e siècles pour l'égalité de droits à la perte du Nord de la Transylvanie en 1940 (« une humiliation profonde et dévastatrice » selon Schöpflin (1998/1999)), mais aussi à ce que Verdery (2003) appelle les « confrontations post-1989 », par exemple la demande d'autonomie de groupe formulée par l'UDMR, l'auto-nomination du premier ministre Antall de Hongrie en tant que leader des Hongrois du monde entier ou la proposition d'envahir la Roumanie pour reprendre le nord de la Transylvanie (en 1992, à Budapest, dans le cadre du Congrès des émigrés politiques hongrois et de la Conférence mondiale sur la Transylvanie). Mais, tout comme les Roumains, les Hongrois ont aussi leurs peurs (Schöpflin 1998/1999) qui prennent leurs sources dans le fait que les Roumains refusent d'admettre que la Transylvanie représente pour la nation hongroise la « source la plus authentique de la culture nationale » qui a garanti la continuité de l'État hongrois entre le XVI^e et le XVII^e siècles, d'autant plus que deux millions de Hongrois y habitent (Schöpflin 1998/1999).

A Cluj-Napoca, après 1989, la catégorie « Hongrois » ne renvoie pas nécessairement au groupe ethnique des Hongrois, elle inclut les gréco-catholiques ainsi que les sympathisants de l'opposition politique, ceux qui représentent la « différence », l'Autre. Plus précisément, la réapparition du gréco-catholicisme dans la vie publique en 1990 a directement remis en cause la définition exclusive qui avait été établie par les nationalistes roumains, la « roumanité » en tant que corrélative de l'orthodoxie, définition qui « ignorait » les apports significatifs que l'Église gréco-catholique a pu avoir en Transylvanie²⁴. Même si d'un point de vue numérique, les gréco-catholiques sont moins nombreux qu'avant, l'Église orthodoxe s'est sentie menacée et a refusé pendant plusieurs années de rétrocéder le patrimoine acquis 45 ans auparavant²⁵. L'insistance dont ont témoigné les fidèles et les prélats gréco-catholiques pour récupérer ce patrimoine leur a donné une image négative, celle de « causeurs de désordre social ». En outre, en apparentant cette Église au romano-catholicisme, qui est à Cluj-Napoca la religion des Hongrois, on a transformé les gréco-catholiques en « Hongrois », donc en « non-Roumains ».

Une logique similaire a fonctionné dans le champ politique. En critiquant les positions prises par le Parti de l'Union Nationale Roumaine (PUNR) et en soutenant les différentes actions contestataires de l'UDMR, des partis politiques – le PAC, la CDR – et des organisations civiles – l'Alliance Civique ou le Groupe pour le Dialogue interculturel – ont été accusés d'être les ennemis de la nation roumaine, des traîtres, parfois des inconscients, des gens ayant perdu la raison.

À Cluj-Napoca après 1989, l'Autre prend alors la figure du citoyen, un Hongrois romano-catholique ou un Roumain gréco-catholique, votant pour l'UDMR et l'opposition politique. Le discours ethnicisant n'a fait qu'exprimer une disparition, celle du monde de l'industrie communiste et de ses repères connus. Il a aussi révélé l'apparition d'un monde nouveau, par le biais d'anciens thèmes qui sont recyclés et promus par « d'anciens-nouveaux » acteurs qui se rattachent à d'autres rôles et à d'autres systèmes de valeurs.

En guise de conclusion

Paradoxalement, l'ethnicisation de l'espace à Cluj-Napoca a engendré des effets « dépolitisants », en l'occurrence la disparition presque totale des controverses et des débats concernant la vie urbaine. Bien que depuis l'effondrement du régime communiste en 1989, différents acteurs politiques, religieux, économiques aient tenté de s'exprimer publiquement et de participer à l'aménagement de la ville, le maire et les conseillers nationalistes roumains, soute-

nus implicitement par les représentants des institutions nationales (préfet, ministre, etc.), ont toujours eu le dernier mot en imposant le cadre du débat public. À cette situation ont contribué d'une part, les nouveaux arrangements politiques à l'échelle du pays et d'autre part, le recul et l'abandon des protestations publiques.

Ainsi, les déclarations de portée nationale et internationale de Gheorge Funar, président du PUNR, représenté au Parlement roumain et au gouvernement entre 1992 et 1996, ont convergé avec des décisions d'ordre local, ce qui a entraîné une déformation dans les perceptions politiques, le local était alors lu en priorité au prisme du national. Il en a résulté un déséquilibre dans la perception de l'enjeu nationaliste à Cluj-Napoca, devenue une ville à portée nationale sans pour autant disposer des ressources nécessaires à de telles prétentions. En 1996, l'opposition politique a remporté les élections nationales et présidentielles, ce qui a contribué à faire reculer les contestations à Cluj-Napoca, dans la mesure où la plupart d'entre elles avaient été initiées et organisées par l'UDMR et la CDR. Les tensions liées aux marques urbaines ethniciantes montrent que jusqu'en 1996, l'opposition et, particulièrement, l'UDMR, ont eu une politique revendicative menée directement sur/dans la place publique. Après 1996, arrivant au pouvoir et disposant des scènes politiques institutionnalisées (ministères et autres instances de l'État), beaucoup plus puissantes et efficaces pour leurs actions, ces partis ont renoncé aux mobilisations de rue et comme le montre Radu (2003) dans le cas de l'UDMR, leur démarche est devenue «légaliste». Après 1996, le rouge, le jaune et le bleu peints sur des piliers dans les rues, et les autres marquages ethniques, ne suscitent plus de manifestation. En 2000, Gheorghe Funar et son parti gagnent les élections locales, la CDR perd les élections parlementaires, mais l'UDMR fait toujours partie du nouveau gouvernement.

Alors que les premières tentatives d'ethnisation des places publiques centrales promues par les autorités locales provoquent, dans un premier temps, la mobilisation des associations politiques de la minorité hongroise et de différentes organisations civiques, les opposants disparaissent progressivement de la scène urbaine. En 2003, plus personne ne sortait dans la rue pour protester et l'apathie politique régnait, car l'échec répété des mobilisations sociales avait découragé les militants la poursuite de l'action. Comme le disait une Hongroise, « le symbolisme national roumain devient partie intégrante de la vie quotidienne et on développe des stratégies pour vivre avec lui » (E.M.). Les mécontentements de ceux qui sont opposés à la politique de Funar, qu'ils soient Hongrois ou Roumains, s'expriment désormais à l'intérieur d'autres

espaces publics, des espaces publics alternatifs, comme celui que l'association Casa Transit essaie de créer dans une ancienne synagogue de la ville. Il s'agit de susciter des débats portant sur des problèmes sociaux, politiques et civiques, à partir d'expositions d'art et de spectacles de théâtre, ou de recourir aux médias locaux lors de discussions touchant les activités du conseil municipal. Mais il est de plus en plus difficile de rassembler des gens qui ne sont plus prêts à s'engager à long terme. Tous ces mécontentements sont des réactions plutôt individuelles, qui n'ont pas de grande portée sociale, et qui ont progressivement remplacé les contestations ayant eu cours sur la place publique. Lassés du nationalisme du maire et sans espoir de changement, la plupart des opposants considèrent ce dernier comme un clown, un fou, auquel ils n'accordent plus beaucoup d'attention et dont les actions sont à classer dans la rubrique des faits divers : « A quoi ça sert de dire quelque chose quand de toute façon on ne peut rien changer ? Les *mănăşturenii* [les habitants du quartier Mănăştur] vont toujours voter Funar, non ? » (L.P.). Ils ont renoncé à pratiquer le « civisme collectif » et se sont tournés vers leur carrière, leur famille et leurs amis. Certains continuent, grâce à leur position sociale actuelle (universitaires, journalistes, politiciens par exemple) à être des citoyens engagés, mais ils ne manifestent presque jamais dans la rue. En prenant leur distance face à l'espace public, ces acteurs sociaux participent indirectement à la dynamique politique que reflète l'ethnisation des places publiques, dans la mesure où ils semblent en accepter les définitions imposées. Si les médias et les politiciens sont aujourd'hui plus nuancés, les références nationales n'étant pas les seules à définir la société, il n'en reste pas moins que la violence symbolique des discours du maire Funar et de ses conseillers est parvenue à écraser toute opposition civique et de ce fait empêche toute résurgence de la différence dans l'espace public à Cluj-Napoca.

Dans les compétitions déclenchées par le changement de régime de 1989, toutes les ressources utiles ont été mobilisées, à commencer par les ressources nationales et ethniques qui ont joué un rôle important. Dans les villes multiethniques, les tensions ethniques relevaient désormais des enjeux locaux de récupérations de(s) patrimoine(s) légitimant(s) et de l'ethnisation des lieux. Les interventions qui ont eu lieu à Cluj-Napoca pour « ethniser » les places publiques de la ville, les disputes et les conflits qu'elles ont provoqués, ont mis en évidence de nouveaux enjeux sociaux en même temps qu'elles ont mis en lumière les groupes qui en ont fait la promotion ainsi que leurs discours et leurs actions. Éphémères ou permanents, les nouveaux critères de distinction sociale per-

mettent de rendre compte de la dynamique sociale qui se dessine à Cluj-Napoca, après 1989. Si, avant cette date, les thèmes ethniques et nationaux servaient à légitimer les actions du Parti Communiste, après la disparition de ce dernier, ils ont exprimé une nouvelle configuration sociale et politique. Comme je l'ai précisé, après la chute du régime communiste, le discours nationaliste a été le seul capable de mobiliser une grande partie de la société. La résurgence des peurs historiques au début des années 1990, notamment en Transylvanie, renvoie à une controverse roumaine-hongroise qui remonte au XIX^e siècle. La rareté des débats publics, surtout multiethniques et multireligieux, a été un deuxième facteur qui a favorisé l'apparition d'une avalanche de signes et de symboles à caractère ethnique à Cluj-Napoca. Recourir à des thèmes ethniques pour aménager la ville a mis en évidence l'existence d'autres clivages sociaux. Imaginées par les autorités locales roumaines comme des espaces d'imposition-inscription de la domination des Roumains (au moins par leur nombre), les places publiques centrales de Cluj-Napoca sont devenues grâce aux contestations civiques et politiques des lieux où s'affirment les différences – ethnique, religieuse et politique. L'arrivée au pouvoir (au niveau national) de ceux qui se trouvaient dans l'opposition a fait disparaître le conflit à caractère ethnique de la place publique. Désormais, les conflits seront déplacés sur le plan politico-juridique. Et les places centrales seront transformées en décors passifs, simples lieux de passage et de cérémonies officielles jusqu'en 2005.

Post-scriptum

En 2004, Emil Boc et son parti, le Parti démocrate²⁶ (PD), gagnent les élections locales à Cluj-Napoca. Quelques mois plus tard, après les élections parlementaires, le gouvernement est formé par des anciens partis de l'opposition, y compris, l'UDMR. Après 2004, le nouveau maire prend des décisions destinées à annuler les interventions ethniciantes mais l'imprégnation symbolique de la place a continué sous la forme ritualisée des événements périodiques nationaux (le jour national) ou non (le Réveillon) organisés par la mairie. La position d'Emil Boc sur ces questions a été (et est encore) assez ambivalente : déclarations critiques envers le Parti « Grande Roumanie » (PRM) et son leader local, Gheorghe Funar, mais aussi envers l'UDMR; interventions « des-ethniciantes » – la peinture en rouge des bancs et des poubelles tricolores ou la démolition du bloc annonçant la construction de la colonne de Trajan – mais aussi, des actions qui pourraient être interprétées comme ayant au moins un caractère national-roumain – le renouvellement des drapeaux roumains dégradés en décembre 2004 ou le grand spectacle

de musique folklorique roumaine organisé place Avram Iancu autour du sapin installé en ville. Après quelques années d'accalmie, et pour la première fois depuis 1994, la mairie organisa en février 2005 un débat public concernant l'avenir du site archéologique de la Place de l'Union. C'était aussi la première fois que la société civile prenait publiquement une position critique par l'intermédiaire du groupe MindBomb²⁷. Après ce débat, une fosse fut couverte en mai 2005, tandis que des experts et le Conseil local étaient consultés au sujet de l'autre (Kiss 2005). Le Ministère de la culture et le Conseil local approuvèrent des recherches en vue de « décharger historiquement » le site jusqu'à la fin de septembre, date d'expiration de l'autorisation. En l'absence du maire et du maire adjoint (Roumains tous les deux), le deuxième maire adjoint (Hongrois) déclencha la procédure pour la couverture du site. Si pour la population, l'action n'a rien eu de provocateur (à l'heure prévue pour cette action, sur la place il y avait des gens qui traînaient, au soleil, se bronzèrent, mangèrent des sandwiches, prenaient des photos, indifférents à l'agitation des journalistes autour des fosses), pour les médias locaux, avant même qu'il ne devienne effectif, le geste a eu les significations d'un « conflit ethnique latent » (Éditorial 2005). L'action a été suspendue suite à l'intervention téléphonique du maire, qui a décidé à son retour que les spécialistes devaient avoir le dernier mot sur l'avenir. Pour les gens ordinaires, l'événement n'a même pas existé. L'intégration de la Roumanie à l'Union Européenne, ses avantages et ses inconvénients, sont des sujets qui les passionnent beaucoup plus que des histoires du passé.

Gabriela Coman, Département de sociologie, Université de Montréal, C.P. 6128, succursale Centre-ville, Montréal Québec, H3C 3J7, Canada. Courriel : gabriela_coman@hotmail.com.

Remerciements

Cet article est le résultat des recherches de terrain menées entre juillet-octobre 2003, septembre 2004 – janvier 2005 et octobre-novembre 2005 à Cluj-Napoca dans le cadre de mes études de doctorat et représente la forme remaniée de la communication présentée au Congrès annuel de la CASCA, du 5 au 8 mai 2004 à London en Ontario. Les recherches et la participation au Congrès ont été possibles grâce à l'aide financière du Centre canadien d'études allemandes et européennes de l'Université de Montréal, et du Département de sociologie de l'Université de Montréal. Cet article a été accepté par la revue en février 2007. Je tiens à remercier Catherine Neveu, Pierre Hamel, Vintilă Mihăilescu, Mircea Vultur, Remus

Anghel pour les suggestions et les commentaires qu'ils m'ont fait parvenir à différentes phases de l'article.

Notes

- 1 Dans le cadre de cette recherche de terrain, j'ai réalisé environ 40 entretiens auprès des professionnels, des urbanistes, des archéologues, des habitants de la ville, Roumains et Hongrois. J'ai également consulté le quotidien de langue roumaine le plus lu à Cluj-Napoca, publié sans interruption depuis 1989, *Adevărul de Cluj* (numéros parus entre 1989 et 2003) et, (avec l'aide de Kozak Gyula), les numéros du quotidien de langue hongroise *Szabadság* dans lesquels ont été publiés des articles concernant les deux places publiques étudiées. Il faut noter qu'au début des années 1990, les journaux ont joué un rôle extrêmement important dans la communication politique, particulièrement locale. C'était là qu'on apprenait les décisions du maire ou du Conseil local, les événements publics, les positions des acteurs politiques. Ce rôle s'explique d'une part par la confiance très élevée dont ont bénéficié les médias après la chute du régime communiste et, d'autre part, par les dysfonctionnements des institutions politiques ou tout simplement leur absence.
- 2 Selon Daicoviciu, pour Vasile Pârvan (1882–1927), un historien roumain de renom, le nom romain *Napocense* reprend le nom autochtone dacique *Napoca/Napuncese* (Daicoviciu 1974). L'extension *Napoca* du nom actuel de la ville, ajouté en 1980, a été un des événements importants organisés par le régime communiste, au début de sa phase nationaliste, pour célébrer « 2050 ans de la construction de l'état dace "unitaire et centralisé" de Burebista » (Boia, 1997 : 76). La signification de ces gestes était extrêmement importante, car on montrait de cette manière qu'avant l'arrivée des Romains, et notamment après leur retraite, ces territoires avaient été habités par les Daces. C'était une décision plutôt symbolique car tous les archéologues et historiens étaient alors d'accord (ils le sont d'ailleurs encore) pour estimer qu'il n'y a pas eu de localité dace sur le territoire de l'actuelle ville Cluj-Napoca. Les Daces, population indo-européenne que les Roumains considèrent comme leurs premiers ancêtres, se sont installés dans le Nord des Balkans au VIII^e siècle avant J.-C. Après les guerres de 101-102 et 105-106, l'empereur romain Trajan conquiert la région du Sud de la Dacie et le roi des Daces, Décébale, se suicida. Dans la recherche identitaire qui accompagna la période de construction nationale du XIX^e siècle, Trajan et Décébale ont joué, séparément ou ensemble, le rôle fondateur de « père(s) du peuple roumain ».
- 3 Les Saxons n'ont pas repris le nom de *Napoca/Napocense*. *Klausenburg* est le nom en allemand, *Kolozsvár* celui en hongrois et *Cluj* en roumain (Pascu 1974; Goldenberg 1958).
- 4 Il n'y a pas eu un mouvement systématique et les facteurs qui l'ont influencé ont été très liés aux personnalités intellectuelles locales et à la présence des catholiques dans les villages.
- 5 En 1687, l'empire autrichien et l'empire hongrois se sont réunis, formant l'empire austro-hongrois (le dualisme austro-hongrois).
- 6 Pendant cette période, des mesures politiques visant à rétablir les avantages que les Hongrois détenaient avant 1918 seront adoptées : les écoles en roumain seront fermées et l'usage du roumain interdit dans l'administration (Pascu 1974). Quant à l'université, elle sera délocalisée. Comme partout en Europe, les partis politiques seront interdits et, au printemps 1944, les Juifs de la ville seront déportés dans les camps d'extermination nazis.
- 7 Les travaux de construction débutent en 1850. La dernière intervention au niveau architectural est la tour néogothique qui date de 1848.
- 8 La construction d'une Cathédrale orthodoxe dans une ville où les orthodoxes ne représentaient qu'une minorité a été un des plus importants gestes de « roumanisation » de la ville posés par l'État roumain.
- 9 Malgré la « roumanisation » de cette place et la construction d'autres espaces qui l'expriment (comme par exemple, le quartier *Andrei Muresanu*, construit dans un style dit roumain), il restait encore à Cluj-Napoca des espaces centraux et des quartiers à caractère hongrois ou autrichien.
- 10 Si en 1966, la population stable de Cluj-Napoca était de 185 663 habitants, elle atteignait, en 1977, 268 858 habitants (Comisia națională pentru statistică 1994).
- 11 En 1948, le régime politique de Roumanie prosoviétique interdit le gréco-catholicisme auquel appartenait une partie importante des roumains transylvains; le clergé est emprisonné et le patrimoine revient à l'Église orthodoxe. Une partie des croyants rejoignent alors les orthodoxes, une autre les catholiques. La mesure a profondément secoué les communautés de Roumains, car depuis le début du XVIII^e siècle, l'Église gréco-catholique avait mené la lutte nationale pour les droits des Roumains, mais aussi pour la construction d'une conscience et d'une identité nationales. En 1990, l'Église gréco-catholique rentre dans la légalité et récupère une partie de son patrimoine, y compris des églises, après 1997.
- 12 Avram Iancu (1824-1872), le plus important héros transylvain, a dirigé la lutte des Roumains pour leurs droits civiques et politique dans l'empire austro-hongrois.
- 13 Gheorghe Funar fut le maire de la ville de Cluj entre 1992 et 2002, durant trois mandats. Depuis novembre 2004, il est sénateur de Cluj au Parlement Roumain sous l'étiquette du Parti « Grande Roumanie » (PRM). À l'époque, Gheorghe Funar était aussi le président du Parti de l'Unité Nationale de Roumanie (PUNR), un des partis nationalistes roumains, apparu presque en même temps que l'Union Démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR), une fédération d'associations culturelles, civiques et politiques représentant les Hongrois de Roumanie au Parlement. La création de ces deux partis au début des années 1990 s'est produite dans un contexte d'instabilité politique nationale et régionale, abondamment entretenu par les médias, qui ne cessaient d'annoncer les dangers d'une invasion hongroise en Transylvanie ou d'une guerre civile comme en ex-Yougoslavie. Disposant d'une base électorale provenant principalement de Transylvanie, le PUNR et l'UDMR faisaient la promotion des discours ressuscitant d'anciens thèmes conflictuels entre Roumains et Hongrois, tel que le droit à l'autonomie territoriale et politique ou l'usage de la langue hongroise dans l'administration. L'un et l'autre entretenaient une relation dialectique-dialogique au niveau discursif politique, mais aussi au niveau électoral : chaque prise de position ou

- action promue par l'un des partis suscitait la réplique de l'autre et jusqu'en 1998, les deux partis obtenaient chacun aux élections générales environ 7 % du vote exprimé. En 1998, le PUNR se scinde et la faction qui soutient Gheorghe Funar adhère à un autre parti considéré comme extrémiste, le Parti «Grande Roumanie» dont Funar devient vice-président. Il est important de préciser ici que selon le principe de la représentativité proportionnelle, la minorité hongroise a des représentants dans le Conseil local. Les résultats obtenus par l'UDMR aux élections locales lui ont toujours permis d'avoir des conseillers municipaux, de même qu'un maire adjoint. Cependant, étant donné leur nombre réduit, les représentants de l'UDMR ou des partis composant la Convention Démocrate Roumaine (CDR) (quand celle-ci existait) ont rarement réussi à imposer leur position au sein du Conseil local.
- 14 Considérés d'extrême droite par les politiciens d'opposition ou les analystes politiques, le maire et son parti, le PUNR, ont joué les «moutons noirs» de la politique post-1989. Mais les relations du parti au pouvoir jusqu'en 1996, le Parti Social Démocrate de Roumanie (PSDR) ancien Front du salut national (FSN), considéré l'héritier du Parti Communiste Roumain) avec eux ont toujours été ambiguës : malgré une position officielle de prise de distance, le pouvoir a formé avec eux le gouvernement en 1993.
 - 15 Ces propos, de même que ceux qui suivront, sont extraits d'entretiens réalisés à Cluj-Napoca en 2003 (de juillet à octobre) et septembre 2004. Les thèmes de discussions ont porté principalement sur les espaces publics centraux, les événements qui les ont marqués, leurs positions, attitudes, etc.
 - 16 De nombreux habitants nomment la place de l'Union « place de Mathyas de Corvin ».
 - 17 Nicolae Iorga (1871-1940), l'historien le plus apprécié des Roumains.
 - 18 Pour commémorer les victoires de Trajan sur les Daces, en 113 après J.-C., a été érigée au centre de Rome la « Colonne Trajane » illustrant les luttes entre les Romains et les Daces et la conquête de la Dacie. Pour certains historiens roumains, la colonne illustre l'ethnogenèse du peuple roumain, la synthèse entre les Romains et les Daces ainsi que le caractère latin du peuple roumain (Boia 2002).
 - 19 A l'époque, le Musée avait déjà deux chantiers archéologiques à Cluj-Napoca, pas très loin de la Place de l'Union, où on avait trouvé des vestiges romains.
 - 20 De nombreux journalistes et politiciens de l'opposition font référence à des propos du maire au sujet du déplacement de la statue – « nous allons emballer la statue de Mathyas de Corvin et l'envoyer à Budapest » – ou du directeur du musée – « s'il le faut, je vais faire des recherches sous la statue de Mathyas de Corvin ». Étant donné qu'ils n'ont pas été consignés, ces propos ne peuvent être vérifiés et restent de l'ordre de la rumeur.
 - 21 Le tribunal a rejeté en février 1995 l'action de la Paroisse romano-catholique Saint Michel de Cluj-Napoca et des conseillers municipaux de l'UDMR (Tripon 2005:235-243).
 - 22 En dépit du fait que les cartes de la ville font référence d'une manière explicite à ses racines saxonnes, la majorité des habitants ne les connaissent pas et ceux qui les connaissent les éludent dans leurs discours.
 - 23 En 1945, les partis communistes des pays est-européens étaient soutenus par la population en proportions différentes. En Tchécoslovaquie, pays le plus industrialisé et urbanisé de la région, le Parti communiste comptait 80 000 membres, tandis qu'en Roumanie, pays agraire, très peu urbanisé et industrialisé, sans antécédents de gauche, il comptait environ 1 000 membres, dont la plupart appartenaient aux minorités nationales. Le Parti communiste comptait 30 000 membres en Hongrie, 20 000 en Pologne, 15 000 en Yougoslavie, 8 000 en Bulgarie (Boia 2002). Pour plus de détails voir Paquetteau 1995 et Verdery 1991.
 - 24 Il faut spécifier ici, que cette définition de la « nation roumaine et orthodoxe » n'est pas nouvelle; elle remonte à la période qui a précédé la Deuxième Guerre mondiale, et a été reprise en partie y compris par le régime communiste (pour plus de détails, voir Gillet 1997).
 - 25 Il n'est pas sans importance qu'en 1995, l'Église orthodoxe ait proposé au Conseil local le projet de construire une église orthodoxe dans le square situé devant le monument de Mathyas de Corvin (Tripon 2005). Cette proposition venait après des années d'appropriation de cet espace par l'Église gréco-catholique et après les événements liés aux fouilles archéologiques. Le Conseil local n'a pas approuvé ce projet.
 - 26 Le Parti démocrate (PD) provient en partie de l'ancien Front du salut national (FSN) (le parti qui a repris la structure et l'image de la formation politique-civique FSN créée en décembre 1989, après la fuite de l'ancien président Nicolae Ceaușescu).
 - 27 MindBomb est un groupe de jeunes artistes de Cluj-Napoca qui a comme but la sensibilisation de l'opinion publique, par l'intermédiaire de l'art (militant), au sujet de certains problèmes sociaux et politiques de la société roumaine. Ils ont réalisé trois interventions liées aux fouilles archéologiques – des grands panneaux installés à côté des excavations : en février 2005, « Des travaux – Place de l'Union », en mars 2005, « Enterre la fosse », en juin 2005, « Problème d'école primaire » (<http://www.alternativ.ro/mindbomb.htm>, consulté le 15 novembre 2005).

Références

Adevărul de Cluj

- 1994a Declarația UDMR. Adevărul de Cluj, 23 iunie: A1.
- 1994b Pozițiile partidelor. Adevărul de Cluj, 23 iunie: A3.
- 1994c Pozițiile partidelor. Adevărul de Cluj, 25-27 iunie: A2-A3.
- 1994d PAC – atitudine împotriva săpăturilor arheologice din Piața Unirii. Apel către cetățenii Clujului. Adevărul de Cluj, 30 iunie: A1.
- 1994e Stiința trebuie ferită de pericolul politizării. Comisia națională avizează sondajele arheologice în piața Unirii. Adevărul de Cluj, 22 iulie: A1, A3.
- 1994f Reacții: Takacs Csaba, presedintele executiv al UDMR. Adevărul de Cluj, 22 iulie: A3.

Andrusz, Gregory

- 1996 Structural Change and Boundary Instability. *Dans* Cities After Socialism. Urban and Regional Change and Conflict in Post-Socialist Societies. Gregory Andrusz and Michael Harloe, Iván Szélenyi, dirs. Pp. 30-69. Cambridge: Blackwell.

- Augustin, Jean-François
2000 Introduction. *Dans* Sites publics, lieux communs. Aperçus sur l'aménagement de places et de parcs au Québec. Jean-Pierre Augustin et Claude Sorbets, dirs. Pp. 11-32. Talence: Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine.
- Barth, Fredrick
1995 Les groupes ethniques et leurs frontières. *Dans* Théories de l'ethnicité. Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart, dirs. Pp. 204-249. Paris : Presses Universitaires de France.
- Barthez, Jean-Claude
2001 Divisions sociales et divisions spatiales. *Dans* User, observer, programmer et fabriquer l'espace public. Jean-Yves Toussaint et Monique Zimmermann, dirs. Pp. 101-114. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Bodnar, Judit
2001 Fin de millénaire Budapest : Metamorphoses of Urban Life, Globalization and Community; vol. 8 Minneapolis. MN; London: University of Minnesota Press.
- Boia, Lucian
1997 Istorie și mit în conștiința românească. București: Editura Humanitas.
2002 România : țară de frontieră a Europei. București : Editura Humanitas
- Castells, Manuel
1983 The City and the Grassroots: A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements. Berkeley: University of California Press.
- Calhoun, Craig
1993 Nationalism and Ethnicity. Annual Review of Sociology 19:211-239.
- Chiorean, Caius
1994 Încep săpăturile arheologice în preajma statuii lui Matei Corvin. Adevărul de Cluj, 17 iunie : A1, A8.
- Chioreanu, Valer
1994 Teama ca o ceață peste Cluj-Napoca. Adevărul de Cluj, no. 1165, 28 iunie: A5.
- Comisia națională pentru statistică
1994 Recensământul populației și locuințelor din 7 ianuarie 1992, România.
- Corcoran, Mary
2002 Places Attachment and Community Sentiment in Marginalised Neighbourhoods: A European Case Study. Canadian Journal of Urban Research 11(1):47-68.
- Daicoviciu, Hadrian
1974 Napoca romană. *Dans* Istoria Clujului. Stefan Pascu, dir. Pp. 20-24. Cluj: Consiliul popular al municipiului Cluj.
- Éditorial
2005 Éditorial. Ziua de Cluj. 4 octombrie : A1.
- Freeman, Oliver
1997 La Société, cette grande absente. Essai critique sur les Analyses Occidentales du Nationalisme Post-Communiste. Balkanologie 1. Document électronique, <http://www.afebalk.org/balkanologie/voli101.htm>, consulté le 21 mai 2002.
- Germain, Annick
2002 La redécouverte de l'espace public : regards d'architectes et de sociologues. *Dans* Espaces publics, architecture et urbanité de part et de l'autre de l'Atlantique. François Tomas, dir. Pp.25-31. Saint-Etienne: Publications de l'Université de Saint-Etienne.
- Gieryn, Thomas F.
2000 A Space for Place in Sociology. Annual Review of Sociology 26:243-296.
- Gille, Zsuzsa, et Seán Ó Riain
2002 Global Ethnography. Annual Review of Sociology 28:271-295
- Gillet, Olivier
1997 Religion et nationalisme. Lidéologie de l'Église orthodoxe roumaine sous le régime communiste. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles
- Goldenberg, Samuel
1958 Clujul în sec. XIV. Producția și schimbul de mărfuri. București : Editura Academiei Republicii Populare România.
- Gregory, Derek, et John Urry
1985 Introduction. *Dans* Social Relations and Spatial Structures. Gregory Derek and John Urry, dirs. Pp. 1-18. New York: St. Martin's Press.
- Gutkind, Erwin Anton
1972 International History of City Development, vol. VIII—Urban Development in Eastern Europe: Bulgaria, Romania, and U.R.S.S. New York: The Free Press & London: Collier-Macmillan.
- Hammouche, Abdelhafid
2001 Visibilité sociale et appropriation des espaces. *Dans* User, observer, programmer et fabriquer l'espace public. Jean-Yves Toussaint et Monique Zimmermann, dirs. Pp. 115-124. Lausanne : Presses Polytechniques et Universitaires Romandes.
- Hodder, Ian
2000 The Interpretation of Documents and Material Culture. *Dans* Handbook of Qualitative research. 2nd edition. Denzin K. Norman et Yvona S. Lincoln, dirs. Pp. 703-715. London and New Delhi: Sage and Thousand Oaks.
- IMAS (Institut de marketing et analyses sociales)
2000 Sondage préélectoral réalisé entre 4 mai et 18 mai.
- Kiss, Olivér
2000a Acoperirea gropilor din Centru s-a soldat cu eșec. Primarul nu respectă hotărârea prefectului. Szabadsag, 5 Septembrie: A1.
2000b Soarta gropilor din centru rămîne în continuare incertă. Amenzi de milioane pentru angajații RADP. Szabadsag, 7 Septembrie: A1.
2005 Părerile sînt împărțite cu privire la săpăturile din centru. Arheologii ar dori acoperirea gropilor, Piso ar continua săpăturile. Szabadsag, 9 Februarie : A32.
- Lefebvre, Henri
1974 La production de l'espace. Paris: Éditions Anthropos.
- Low, Setha M.
2000 On the Plaza. The Politics of Public Space and Culture. Austin: University of Texas Press.

- Mihăilescu, Vintilă
 1991 Nationalité et nationalisme en Roumanie. Numéro thématique, « En Europe, les nations », Terrain 17. Document électronique, <http://terrain.revues.org/document3015.html>, consulté le 14 septembre 2005.
- Mitchell, Don
 1995 The End of Public? People's Park, Definitions of the Public, and Democracy. *Annals of the Association of American Geographers* 85(1):108-133.
- Mitrea, Vasile
 1994 Gafa tratării propagandistice. *Revista «22»*, 2(205), 12-18 ianuarie: A7.
- Niedermaier, Paul
 1979 Geneza centrului istoric clujean în lumina planimetriei sale. *Revue Acta Musei Napocensis* XVI: 201-203.
- Nieto, Gladys, et Adela Franze
 1997 The Projection of Social Conflict through Urban Space: The Plaza de la Corona Boreal. *Current Anthropology* 38(3):461-466.
- Paquetteau, Bernard
 1995 Sous la glace, l'histoire: les rapports du nationalisme et du communisme en Europe de l'Est. *Débat* 84:105-120.
- Pascu, Ștefan, dir.
 1974 Istoria Clujului. Cluj : Consiliul popular al municipiului Cluj.
- Poutignat, Philippe, et Jocelyne Streiff-Fenart, dirs.
 1995 Théories de l'ethnicité. Paris: Presses Universitaires de France.
- Prefectura Cluj
 2004 Recensământul 2002, Județul Cluj.
- Radu, Alexandru
 2003 Partidele politice românești după 1999. București: Paideia.
- Rotariu, Traian, dir.
 1999 Recensământul din 1910 – Transilvania. București: Editura Staff.
- Salamon, Márton László
 2000 Eșecul acțiunii fulger a prefectului. Gropile din centru sînt străjuite de gărzi private și gunoieri. *Szabadság*, Septembrie, 11 : A1-A8.
- Schöpflin, George
 1998/99 Folosirea trecutului în realitățile interetnice. Caietele tranziției. *Revista Institutului de studii posttotalitare și a Institutului de antropologie culturală* 2/3:73-77.
- Sénécal, Gilles
 2002 L'espace public au défi de la proximité. *Dans* *Espaces publics, architecture et urbanité de part et de l'autre de l'Atlantique*. Tomas, François., dir. Pp. 53-69. Saint-Etienne : Publications de l'Université de Saint-Étienne.
- Szabadság
 2000 În curînd se vor acoperi gropile din centru – ne asigură Ioan Piso, directorul muzeului de istorie Szabadság, 28 iunie : A1.
- Todorova, Maria
 1995 The Course and Discourses of Bulgarian Nationalism. Communism and «Communist» Nationalism (1944-1989). *Dans* *Eastern European Nationalism in the 20th century*. Peter F. Sugar, dir. Pp. 55-102. Washington: The American University Press.
- Tripon, Monica
 2005 Săpător în piața... discordiei. Cluj-Napoca: Editura MO.
- Verdery, Katherine
 1991 National Ideology Under Socialism. Identity and Cultural Politics, Ceausescu's Romania. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.
 2003 Socialismul ce a fost și ce urmează. Mihai Stroe et Iustin Codreanu, trad. Iași: Institutul European.
 1996 Nationalism, Postsocialism, and Space in Eastern Europe. *Social Research* 63(1):77-95.
- Young, Craig et Duncan Lights
 2001 Place, National Identity and Post-socialist Transformations: An Introduction. *Political Geography* 20:941-955.